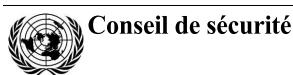
Nations Unies S/2016/953



Distr. générale 15 novembre 2016 Français Original : arabe

Lettres identiques datées du 10 novembre 2016, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies

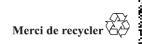
D'ordre de mon gouvernement, je tiens à vous faire part de ces informations importantes :

Le Gouvernement israélien d'occupation a continué de commettre des actes hostiles sur le territoire syrien, en soutien aux groupes terroristes armés qui lui sont alliés et sont inscrits en tant qu'organisations terroristes sur la liste du Conseil de sécurité, en particulier le Front el-Nosra. Le 9 novembre 2016, l'aviation israélienne a ostensiblement attaqué une position militaire syrienne dans la province de Qouneïtra, causant des dégâts matériels. Il convient de signaler au Conseil de sécurité et aux États Membres de l'ONU qu'Israël a lancé cette attaque pour prêter main forte aux groupes terroristes armés qui tentaient de mener une offensive de grande ampleur en direction de la localité de Hadar et de ses environs, dans la province de Qouneïtra. Les groupes terroristes ne sont parvenus à atteindre aucune de leurs cibles, mais leur attaque a tout de même entraîné la mort de neuf civils innocents et fait de nombreux blessés, dont certains grièvement.

Cette nouvelle agression israélienne en territoire syrien constitue une violation flagrante de l'Accord sur le dégagement des forces israéliennes et syriennes de 1974 et une menace directe contre la sécurité et la paix de la région. En outre, elle révèle le vrai visage du Gouvernement israélien, qui fournit un appui illimité de façon éhontée aux groupes terroristes armés, notamment au Front el-Nosra, au vu et au su des États du monde entier et sans crainte de sanctions.

La Syrie demande au Conseil de sécurité et aux États Membres de l'Organisation de condamner cet acte et d'amener Israël à cesser de soutenir les organisations terroristes, à respecter l'Accord sur le dégagement et à en appliquer les dispositions.

Ces derniers jours, y compris le 9 novembre, le Front el-Nosra et les organisations terroristes qui lui sont affiliées, notamment le mouvement Noureddine Zanki, soutenu par le régime turc, ont tiré des roquettes et des « canons de l'enfer » sur la cité universitaire de l'Université d'Alep, qui abrite de nombreux déplacés et des étudiants, faisant six morts et 20 blessés, tous des civils qui s'y étaient réfugiés pour échapper aux crimes des terroristes.





Toujours le 9 novembre, plusieurs personnes ont été tuées ou blessées à Fouaa lors d'une attaque perpétrée par l'Armée de la conquête, qui assiège depuis plus de deux ans les villages de Fouaa et Kafraya, où aucune aide alimentaire de l'ONU n'a pu parvenir, ce qui n'a nullement suscité de réaction de la part des membres du Conseil de sécurité, tant permanents que non permanents. Qui plus est, l'Armée de l'islam, organisation terroriste parrainée par le régime wahhabite d'Arabie saoudite, a pilonné à coup d'obus de mortier les environs de la ville de Harasta, située dans la banlieue est de Damas, faisant un mort et trois blessés ainsi que des dégâts matériels considérables aux biens des civils et à leurs moyens de subsistance.

Comme nous l'avons souligné dans nos précédentes lettres, la nature terroriste de ces organisations est démontrée par les crimes que commettent les groupes terroristes armés à l'encontre des civils innocents à Alep dont ils se servent comme boucliers humains, les attaques successives lancées contre la partie ouest d'Alep, ainsi que contre Kafraya et Fouaa par la soi-disant Armée de la conquête, dont le Front el-Nosra est la plus importante composante, et les crimes commis à Hadar par le Front el-Nosra et les organisations qui lui sont affiliées, dont le bilan a été de neuf morts et bon nombre de blessés. Ces organisations terroristes reçoivent des fonds, des armes et un sanctuaire de la part des régimes saoudien, gatarien et turc notamment et sont également encouragées, malheureusement, par gouvernements de certains États membres du Conseil de sécurité, comme le Royaume-Uni, la France et les États-Unis. Les attentats terroristes perpétrés en une seule journée contre les civils syriens ont fait 17 morts et 27 blessés parmi des femmes, des enfants et des personnes âgées innocents, sans susciter la moindre sympathie de la part des États susmentionnés, qui se vantent de leur civilisation et de leur respect des droits de l'homme.

Le Gouvernement affirme que la machine à tuer terroriste, qui prend pour cible les enfants, les femmes et les personnes âgées de Syrie, ne s'arrêtera que lorsque cesseront de la soutenir les États qui s'en servent pour attaquer le pays. La bataille cruciale qui doit mobiliser des acteurs dévoués du monde entier est le combat contre le terrorisme auquel se livrent Daech, le Front el-Nosra et les organisations terroristes qui leur sont affiliées. Le danger que représentent ces organisations ne restera pas confiné à la Syrie, à l'Iraq et à d'autres États de la région mais se propagera dans le reste de la région et dans le monde entier.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur, Représentant permanent (Signé) Bashar **Ja'afari**

2/2 16-20205